

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 26/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UD-R-SSDAS-23-086-LL
Code AIOT : 0006108405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉPÔT BENNES SERVICES (DBS) exploite à COLOMBIER-SAUGNIEU une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 10

novembre 2009, modifié par arrêté préfectoral (AP) en 2014 et 2017. Une augmentation d'activité et une extension des surfaces exploitées (à périmètre cadastral ICPE identique) a été actée dans l'AP de 2017 : passage de 57 300 t à 76 500 t le maximum de déchets réceptionnés par an sur le site, ainsi que l'entreposage de 20 000 m³ de déchets inertes au lieu de 6000 m³ auparavant.

L'agrandissement effectué en 2022 s'est fait sur une parcelle soumise à une servitude d'utilité publique, datant du 18 mai 2010, en lien avec l'usage passé du site (enfouissement de déchets non dangereux (Parcelle ZS260p – Ex-ZS210p). Cette parcelle a été acquise par DBS courant 2018. L'enrobé comporte une pente de 3 % de façon à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin prévu à cet effet, dont la capacité est passée de 1500 à 3100 m³. Ceci est conforme à la SUP, qui empêche par ailleurs d'établir des bâtiments et fondations sur cette parcelle. Un suivi piézométrique est maintenu au nord de cette parcelle.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP et des «DIB » : déchets non dangereux non inertes des activités économiques. Il ne reçoit ni sous-produits animaux ni déchets putrescibles.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur concasseur,
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de tri en extérieur,
- une nouvelle chaîne de tri ayant démarré fin 2022,
- une nouvelle plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'œuvre (séparation de bois biomasse et bois-déchet en cabine de tri),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Le site dispose d'un accès principal au nord et d'un accès « pompier » au sud-est, chemin de la Chaume.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Maîtrise des quantités stockées, rubrique 2714	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité de déchets dangereux sur site	AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1	/	Sans objet
2	Analyse d'eau avant rejet depuis bassin orage-incendie	AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1	/	Sans objet
3	Maîtrise des quantités stockées, rubrique 2716	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1	/	Sans objet
5	Maîtrise des hauteurs des tas de déchets non inertes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2	/	Sans objet
7	Synthèse mensuelle des quantités sortantes par filière	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article 27.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle inopinée du 31/05/2023 matin a eu lieu quelques semaines avant le dépôt attendu d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter (DAE), suite à l'augmentation forte des quantités traitées sur site depuis l'autorisation initiale en 2009 et suite à l'extension parcellaire de 2022. Par courrier du 7/03/2023, l'exploitant a indiqué préparer ce dossier d'ici fin juin 2023. Cette visite a permis de voir fonctionner la nouvelle chaîne de tri, puis de faire le point sur les suites de la mise en demeure du 10 janvier 2023, consécutive à la précédente visite d'inspection. Pour mémoire, le site DBS avait connu un incendie important dans la nuit du 27 au 28 octobre 2022, de son stock de déchets entrants. La mise en demeure portait sur 2 points : la gestion des eaux post-incendie et la quantité de déchets dangereux présents sur site.

La gestion des déchets dangereux reçus par erreur de tri sur ce site demande encore des ajustements de gestion opérationnelle et de traçabilité. Les modalités de gestion seront décrites par l'exploitant à l'occasion du dépôt de son nouveau DAE, prévu dans les prochaines semaines. L'exploitant a transmis sa convention de rejet des eaux de ruissellement et apporté les éléments de gestion des eaux post-incendie du 27/10/2022. Sur ces 2 points, l'exploitant doit toutefois apporter des compléments afin de permettre la levée de la mise en demeure du 10/01/2023.

S'agissant des stocks de déchets non dangereux, la mise en route de la chaîne de tri industrielle permet de revenir à des niveaux de stock amont (à trier) compatibles avec le porter à connaissance d'octobre 2022. Par contre, le niveau de stock de déchets de bois triés (à broyer ou non sur site) reste durablement à un niveau trop élevé. Une nouvelle mise en demeure est proposée à ce sujet.

L'exploitant a été informé de la nécessité de téléverser les données relatives aux terres excavées qui passent par son site. A ce stade, il a reconnu ne pas encore utiliser le Registre RNDTS mais s'y prépare.

Enfin, l'exploitant a présenté la liste de ses exutoires et la synthèse des tonnages sortants du site pour le mois écoulé. Les données du mois de mai 2023 ont été analysées et n'appellent pas de commentaire particulier de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets dangereux sur site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, stock de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « mettre en conformité dans un délai de 3 mois, son stockage de déchets dangereux ou présenter un dossier argumenté de demande d'augmentation de ce stockage (annexe 1, rubrique 2718, de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 modifié susvisé) » → Maximum 1 tonne sur site ; hors huiles noires produites par les engins vidangés en interne
Constats : Pour mémoire, l'exploitant ne propose pas de prestation de collecte ou de réception de déchets dangereux. Les déchets dangereux présents sont ceux retrouvés de façon fortuite dans les bennes. Lors de la présente visite inopinée, la quantité de déchets dangereux sur site est inférieure à 1 t : - 1 caisse palette « Chimirec » bâchée contenant essentiellement des bidons vides - 2 caisses grillagées contenant des anciennes bouteilles de gaz de différents formats. Il faut signaler également la présence d'un frigidaire entier apporté dans une benne de DIB déchargée au sol au moment de notre visite. Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a renvoyé sous 8 jours les preuves de la gestion séparée de ce déchet dangereux présent dans cette benne. Cependant, l'exploitant n'a pas apporté la preuve d'une gestion systématique de ce genre de situation (ex : zone de stockage dédiée à ces erreurs de tri, registre de ces non-conformités, actions en amont pour réduire leur occurrence...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Compte tenu de la récurrence probable de ces « erreurs de tri » et du risque additionnel d'incendie que ces erreurs peuvent provoquer (ex : batteries au lithium), l'exploitant devra démontrer dans son nouveau DAE annoncé pour fin juin 2023, la ou les procédures appropriées en cas de présence de déchet dangereux non souhaitée, dans les bennes de déchets non dangereux réceptionnées et vidées au sol. Ce point de la mise en demeure du 10/01/2023 pourra être levé à réception de ces éléments complémentaires attendus sous 1 mois.

N° 2 : Analyse d'eau avant rejet depuis bassin orage-incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« mettre en conformité dans un délai de 1 mois, le maintien de la capacité libre d'au moins 1000 m³ de son bassin de rétention et la réalisation systématique d'analyses des eaux avant chaque rejet, (annexe 2, point 4 et 5, de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 modifié susvisé : « Les eaux du bassin de 1500 m3 sont rejetées régulièrement par bâchées, de manière à conserver en permanence un volume disponible de minimum 1000 m3, servant de rétention pour les eaux d'extinction incendie. » « Contrôle systématique avant rejet par bâchée », vérification du respect des VLE</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite inopinée, le bassin d'orage comporte bien la capacité de réception requise, supérieure à 1000 m³ dans l'AP actuel.</p> <p>Le contrôle a porté sur la gestion de l'eau du bassin, entre la précédente visite du 3/11/2022 et celle du 31/05/2023. L'exploitant indique respecter la procédure interne de vidange présentée lors de l'inspection du 1er février 2022.</p> <p>Pour mémoire, le bassin d'orage a servi de réceptacle des eaux d'extinction de l'incendie du 27/10/2022. L'analyse SGS du 16/11/2022 (via PC Environnement) comporte un niveau de Matière en suspension à 39, supérieur à la limite de 30 permettant le rejet.</p> <p>L'intervention de SOGEDAS le 21/11 et 22/11/2022 a constitué à vider les éléments boueux ou flottants en surface du bassin, sans effet ou à la marge sur le niveau du bassin. Deux nouveaux prélèvements ont été faits par Mr Chellet le 7/12/2022. La conformité des résultats a permis à l'exploitant de déclencher la vidange du bassin en fin d'année. Il s'est écoulé 1,5 mois entre le remplissage du bassin lors de l'incendie et la vidange du bassin. Durant cette période, le bassin n'était pas en capacité d'accueillir à nouveau un surplus d'apport lié soit à des précipitations exceptionnelles, soit à l'extinction d'un deuxième incendie.</p> <p>Un nouveau prélèvement a eu lieu le 12/04/2023, dans la perspective d'une nouvelle bâchée, qui selon l'exploitant n'a pas encore eu lieu à la date de notre visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
<p>Proposition de suites : L'Inspection demande à l'exploitant de revoir le modèle de rapport de restitution des analyses d'eau, qui comporte plusieurs erreurs de forme et ne reprend pas l'intégralité des valeurs mesurées par le laboratoire.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de préciser dans son nouveau DAE comment il assure l'enregistrement des bâchées (date et volume d'eau rejeté) et comment il préserve la capacité libre dans les semaines qui suivent un événement accidentel.</p> <p>Ce point de la mise en demeure du 10/01/2023 pourra être levé à réception de ces éléments complémentaires attendus sous 1 mois.</p>

N° 3 : Maîtrise des quantités stockées, rubrique 2716

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : DND AE à trier : 3500 m³ Refus de tri : 1040 m³ Végétaux : 500 m³ Terres et gravats : 2000 m³ Gravats type plâtre (issus du tri) : 50 m³ VOLUME TOTAL 2716 = 7090 m³</p>
<p>Constats : Dans le rapport de la précédente visite d'inspection (rapport daté du 1/12/2022, visite du 3/11/2022), l'Inspection proposait un délai de 3 mois maximum pour revenir sous les 12 030 m³ correspondant au porté à connaissance d'octobre 2022.</p> <p>Lors de la présente visite inopinée, le stock présent sous rubrique 2716 a été estimé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bâtiment au sud-est stock ultime 350 m³ - ultimes tombés du convoyeur : 50m³ - entrants à trier : 400 m³ - entrants pré-triés à la pelle mécanique (avant tri sur chaîne de tri) : 600 m³ - entrants à proximité de l'alimentation de la chaîne de tri : 200 m³ - maille fine en sortie de trommel : 40 m³ - stock « historique » de 15/90 mm (devant subir un nouveau tri mécanique) : estimé à 6700 m³ - végétaux : 800 m³ <p>TOTAL : 9 140 m³</p> <p>A notre arrivée sur site, le tableau des stocks est en date du 2/11/2022. L'exploitant indique contrôler l'ensemble de ses stocks visuellement, sans le reporter dans un tableau. Un tableau actualisé au 31/05/2023 et transmis le 7/06/2023 par l'exploitant confirme les estimations faites ci-dessus sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maîtrise des quantités stockées, rubrique 2714

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Papiers, cartons triés : 80 m ³ Bois : 2030 m ³ Plastiques : 100 m ³ VTOTAL = 2 210 m ³
<p>Constats : Dans le rapport de la précédente visite d'inspection (rapport daté du 1/12/2022, visite du 3/11/2022), l'Inspection proposait un délai de 1 mois pour revenir sous les 3 460 m³ de la rubrique 2714, comme proposé dans le porté à connaissance d'octobre 2022.</p> <p>Lors de la présente visite inopinée, le stock présent sous rubrique 2714 a été estimé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - câbles, PVC et divers déchets à majorité de plastique : 155 m³ - cartons triés : 60 m³ - plâtre (3 stocks distincts) : 330 m³ - bois : estimé à 3500 m³ (l'exploitant indique 3379 m³, valeur exactement identique à celle déclarée en date du 3/11/2022). <p>TOTAL : 4 045 m³</p> <p>L'Inspection constate le maintien du sur-stock de bois sur site depuis la précédente inspection. Le bois est stocké sur la plate-forme Est (extension 2022), à plus de 20 m des limites extérieures du site, mais sans séparation coupe-feu des différents tas. L'exploitant indique des problèmes de manque de personnel et des difficultés à trouver des exutoires. L'exploitant indique déclencher des enlèvements supplémentaires pouvant faire diminuer ce stock, mais cette action avait déjà été présentée lors de la précédente visite, sans effet suffisant et durable. Le bilan entrée-sortie n'est pas présenté. L'inspection rappelle le risque incendie additionnel lié à ce sur-stock.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>L'exploitant doit respecter le volume annoncé dans son PAC d'octobre 2022 (max. 3000 m³, répartis en 3 tas distincts de 1000 m³) à défaut de respecter le volume maximum prescrit dans son arrêté préfectoral en vigueur (max. 2030 m³), quitte à faire appel à un prestataire externe pour faire diminuer rapidement ce stock. Ce manquement répété conduit l'Inspection à proposer une mise en demeure à madame la préfète.</p>
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maîtrise des hauteurs des tas de déchets non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2713, 2714 et 2716, régime de l'Enregistrement IV. Entreposage des déchets. Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). (...) Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : A l'exception du stock de bois dont certaines piles atteignent 7 à 8 m (cf. constat précédent), la limite de hauteur à 6 m est plutôt bien respectée. L'Inspection rappelle à l'exploitant que tous les stocks sur site doivent se limiter à une hauteur de 6m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : point 2.2 : le montant des GF à constituer est de 376 257€ TTC.
Constats : Un acte de cautionnement valable jusqu'au 18/10/2023 a été présenté lors de la visite. Le montant de la caution est de 376 257 €. Le PAC d'octobre 2022, suite à l'extension du site, chiffre les nouvelles garanties à 663 512 €. Ce nouveau calcul sera examiné lors de l'instruction du DAE dont le dépôt est prévu avant fin juin 2023 par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Synthèse mensuelle des quantités sortantes par filière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article 27.10
Thème(s) : Actions nationales 2023, traçabilité des terres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir mensuellement une synthèse des quantités de déchets valorisés par filière de valorisation. Cette synthèse est tenue à la disposition de l'inspection des Installations Classées.
Constats : Lors de la présente visite inopinée, l'exploitant ne disposait pas de la synthèse mentionnée ci-avant et indiquait ignorer cet article de son AP. En date du 7/06/2023, l'Inspection a reçu un tableau de synthèse des sorties du mois de mai 2023, à hauteur de 6 480 tonnes dont 58 % sont constituées de terres ou fractions minérales envoyées en remblaiement de carrière dans un site ICPE du Rhône. La part de déchets ultimes non inertes est de 23 % sur le mois écoulé. Le reste des tonnages, à hauteur de 19 %, est envoyé dans différentes filières de valorisation matière ou énergie. L'exploitant s'est engagé à tenir à jour ce tableau mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet